LE PRISME

REVUE STRATÉGIQUE DU PARTI

NUMÉRO 2

Le budget à l'envers

Exécution budgétaire 2025 : ce que le pilotage de l'État prend à la santé et au PND

- Recettes, dépenses, dette : le bilan 2025
- Défense : 530 % pour le pilotage, 33 % pour l'équipement
- PND et santé maternelle : nos pistes

PARUTION TOUS LES SAMEDIS

Parti Républicain pour l'Innovation Sociale
et la Modernisation de l'État

revue-strategique@prisme-cg.org

ÉDITORIAL

Un excédent de façade

En 2025, l'État a dépensé plus que prévu (100,6 %) tout en encaissant moins (89,3 %). Trois glissements se dessinent : le pétrole recule, le fonctionnement discrétionnaire explose, et l'équilibre n'est tenu qu'à crédit. Au cœur de ce dérapage, le « pilotage » de la Défense absorbe ce que le PND et la santé attendaient.

EXCÉDENT PROMIS (LFR)

352,0

milliards de FCFA

EXCÉDENT RÉALISÉ

66,4

milliards de FCFA · 18,9 % de l'objectif

–13,3 %

recettes pétrolières (–158,4 Md)

270,2 %

exécution des biens et services

530 %

« pilotage » de la Défense (347,1 Md)

43,4 %

exécution des dépenses sociales

22 %

exécution des six piliers du PND

161,7

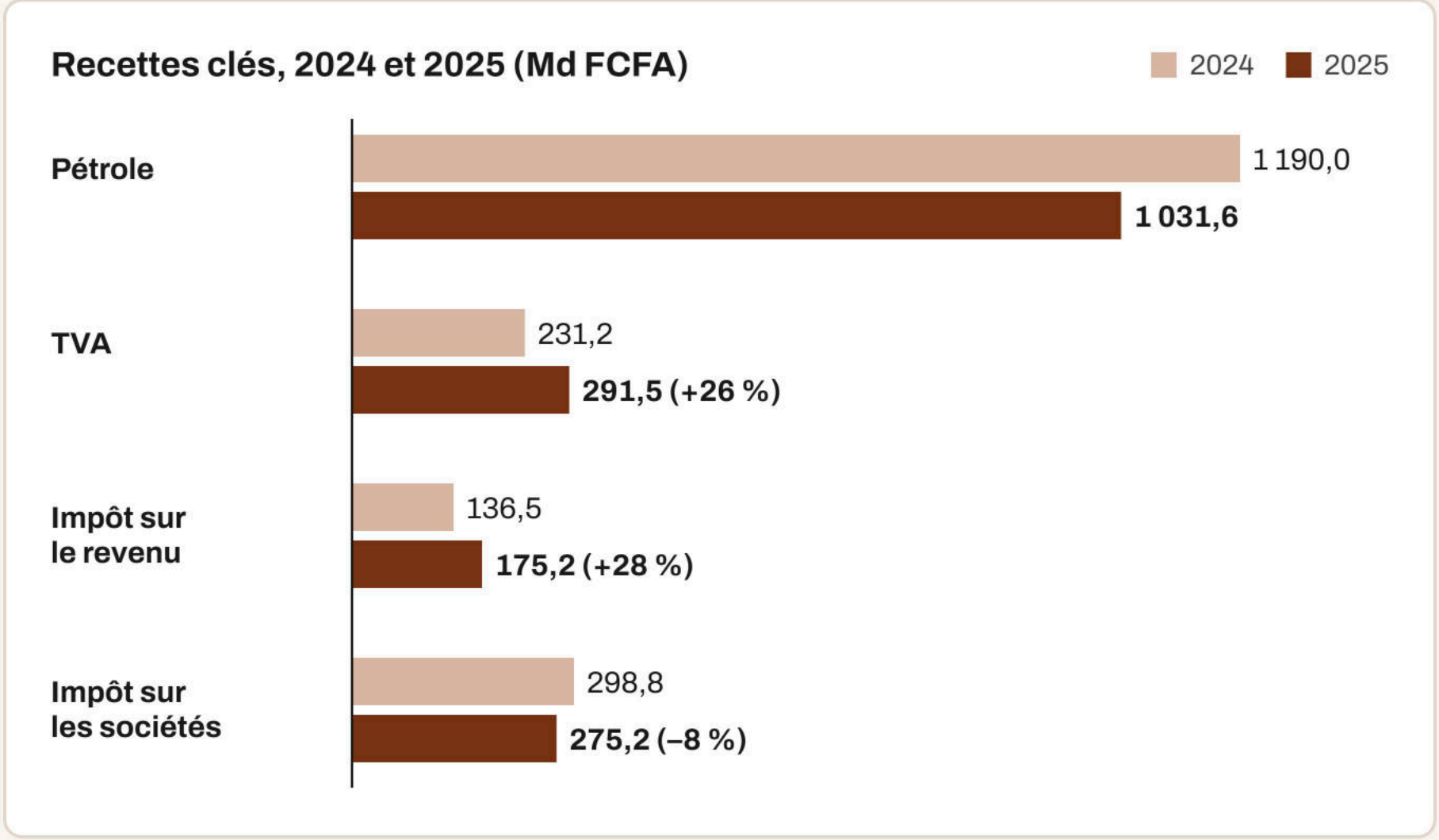
Md de nouveaux arriérés intérieurs

Source : ministère des Finances, Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025 (mars 2026). Montants en milliards de FCFA.

RECETTES

Le brut recule, les ménages paient

Le pétrole perd 158,4 milliards (–13,3 %). La TVA et l'impôt sur le revenu bondissent de plus d'un quart ; l'impôt sur les sociétés baisse.



699,0 milliards de FCFA d'exonérations accordées en 2025 (+10,2 %), dont 409,4 au secteur pétrolier. L'équivalent de 68 % de toutes les recettes fiscales.

Total des recettes : **2 278,9 Md** (89,3 %), en baisse de 51,6 Md. Seules les douanes dépassent l'objectif (194,0 Md, 107,2 %) ; les dons atteignent 62,0 Md (84,9 %).

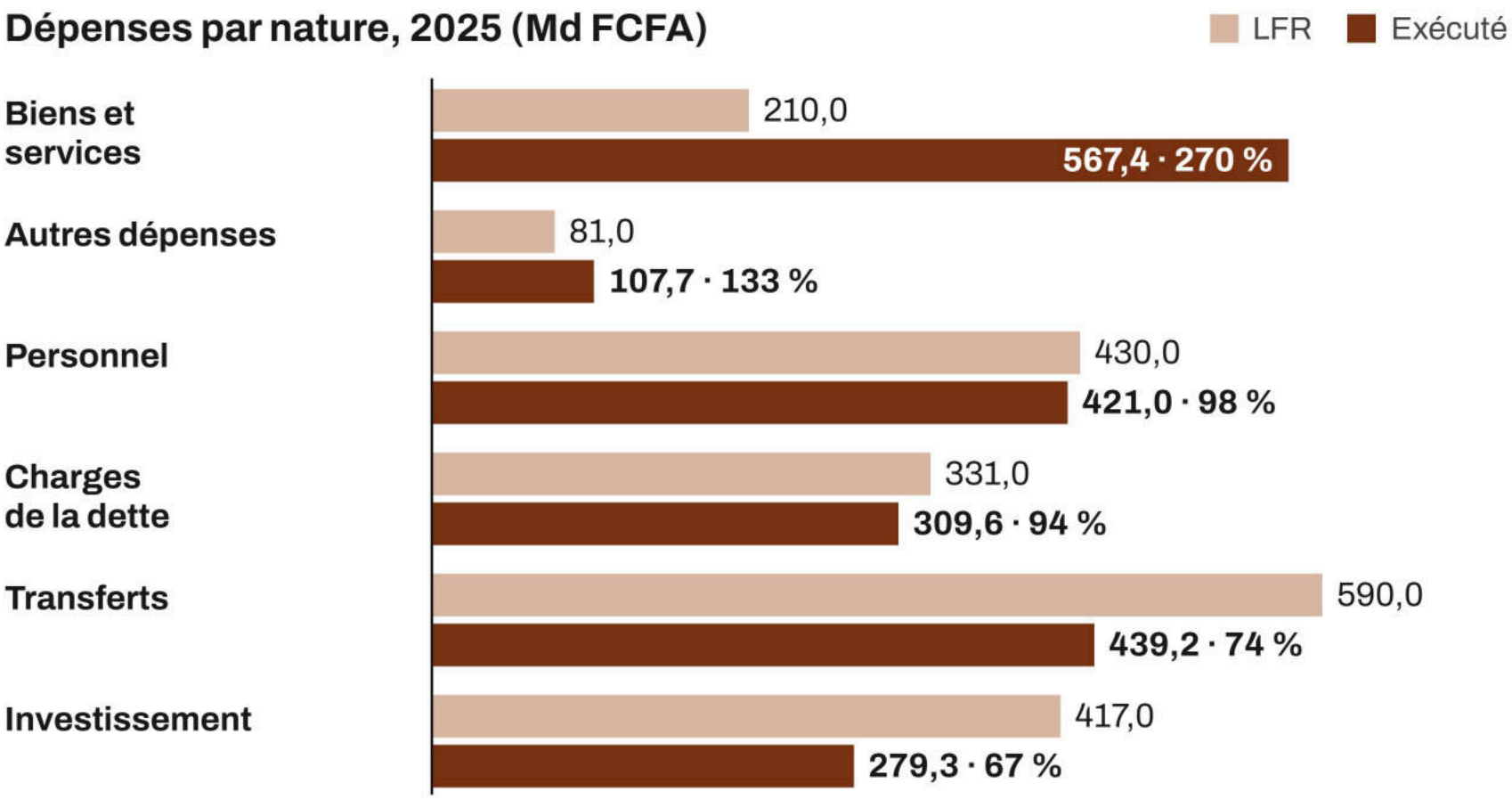
Erratum officiel : l'introduction du rapport attribue 1 031,6 Md aux recettes « non pétrolières ». C'est en réalité le montant des recettes pétrolières.

Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, § 1.1 et tableau 3.

DÉPENSES

Le fonctionnement déborde

Les biens et services ont été ordonnancés à 567,4 milliards pour 210 prévus : 357,4 milliards de dépassement, plus que l'excédent promis. L'investissement et les transferts ont payé l'addition.



Transferts hors loi de finances : **76,5 Md** pour le « Fonctionnement CEC » et **8,9 Md** pour Yanga-Sendji, sans aucune prévision.

Dépenses accidentelles : **68,9 Md** pour 30 prévus (230 %). Pilotage de l'Intérieur à 184 %, des Hydrocarbures à 197 %.

Investissement sur ressources propres : **80,7 Md** (37,5 %), contre 152,5 Md en 2024.

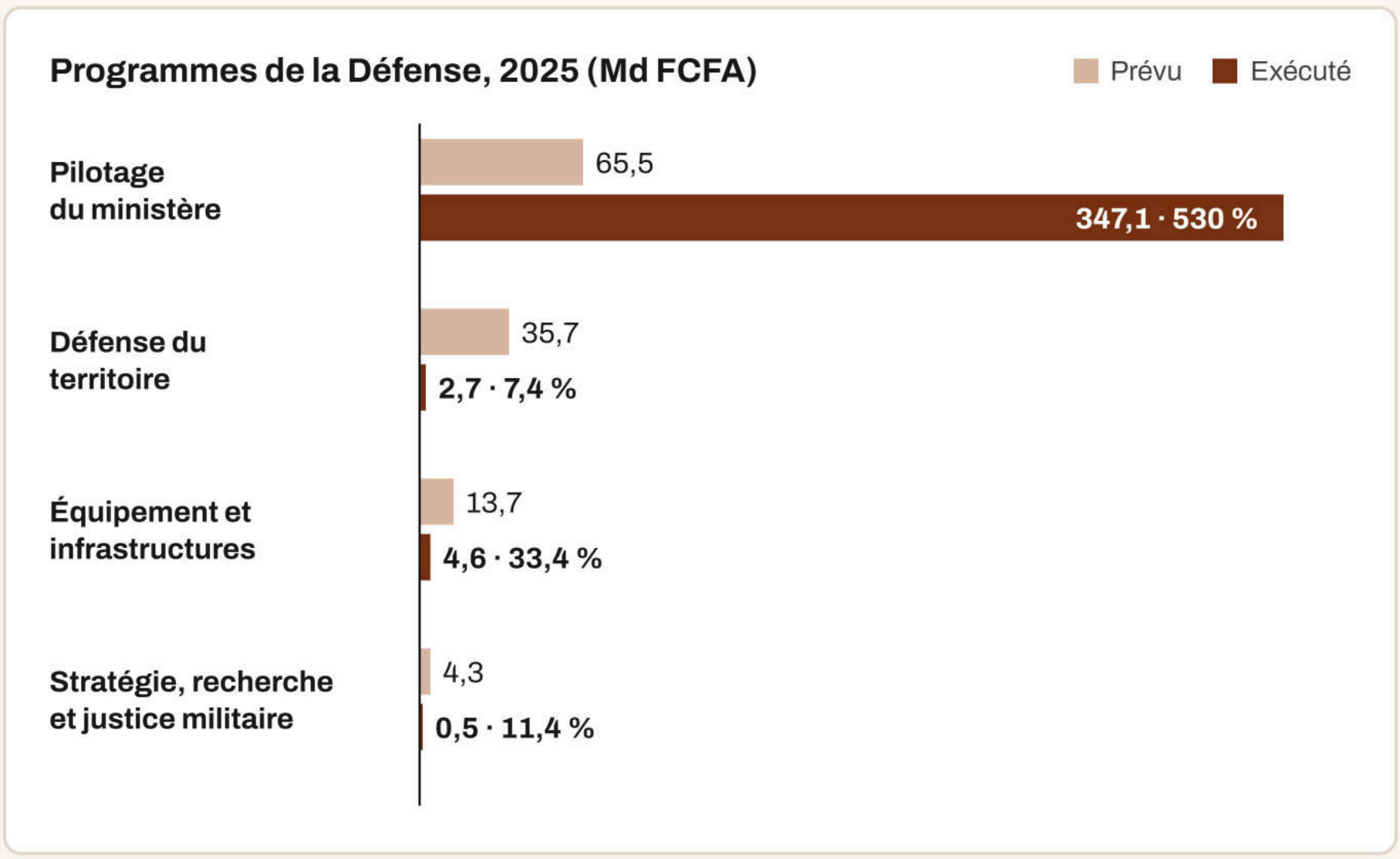
Sans les bailleurs (198,6 Md, 98,3 %), l'investissement public se serait effondré.

Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, § 1.2 et annexes 3 à 5.

DÉFENSE

Une armée qui pilote, mais ne s'équipe pas

Le ministère de la Défense a dépensé 354,8 milliards pour 119,2 autorisés (298 %). Mais 98 % de cette somme est passée par une seule ligne administrative, le « pilotage ». La défense du territoire et l'équipement, eux, ont été rationnés.



Pour chaque franc investi dans l'équipement des forces, **76 francs** sont partis dans le pilotage du ministère.

Le rapport ne dit pas ce que recouvre ce « pilotage » : ni nature de dépense, ni bénéficiaire, ni contrat.

Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, annexe 4 (hors dépenses de personnel).

ENQUÊTE

DGSP, Africa Corps : qui paie la garde du Président ?

L'explosion du « pilotage » de la Défense coïncide avec la montée en puissance de la coopération militaire russe, documentée par la presse internationale. Le budget ne permet ni de confirmer ni d'exclure un lien. C'est précisément le problème.

Chronologie des faits publiquement rapportés

2019	Premiers contrats militaires avec la Russie (maintenance d'équipements).
Juin 2024	À Oyo, S. Lavrov annonce le renforcement des capacités de défense du Congo.
Déc. 2024	Présence russe signalée dans un camp de la DGSP à Igné, au nord de Brazzaville.
15 août 2025	Paramilitaires d'Africa Corps visibles dans le dispositif de sécurité du défilé.
Exercice 2025	**Le « pilotage » de la Défense atteint 347,1 Md, contre 65,5 Md autorisés.**
Août 2026	Images de formation d'agents de la DGSP par des instructeurs d'Africa Corps.

NOS QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

1. Sur quelle ligne budgétaire la coopération avec Africa Corps est-elle financée, et pour quel montant ?
2. Les armements de la DGSP sont-ils imputés au « pilotage » plutôt qu'à l'équipement des forces ?
3. Le Parlement a-t-il autorisé ces 281,6 Md de dépassement ?

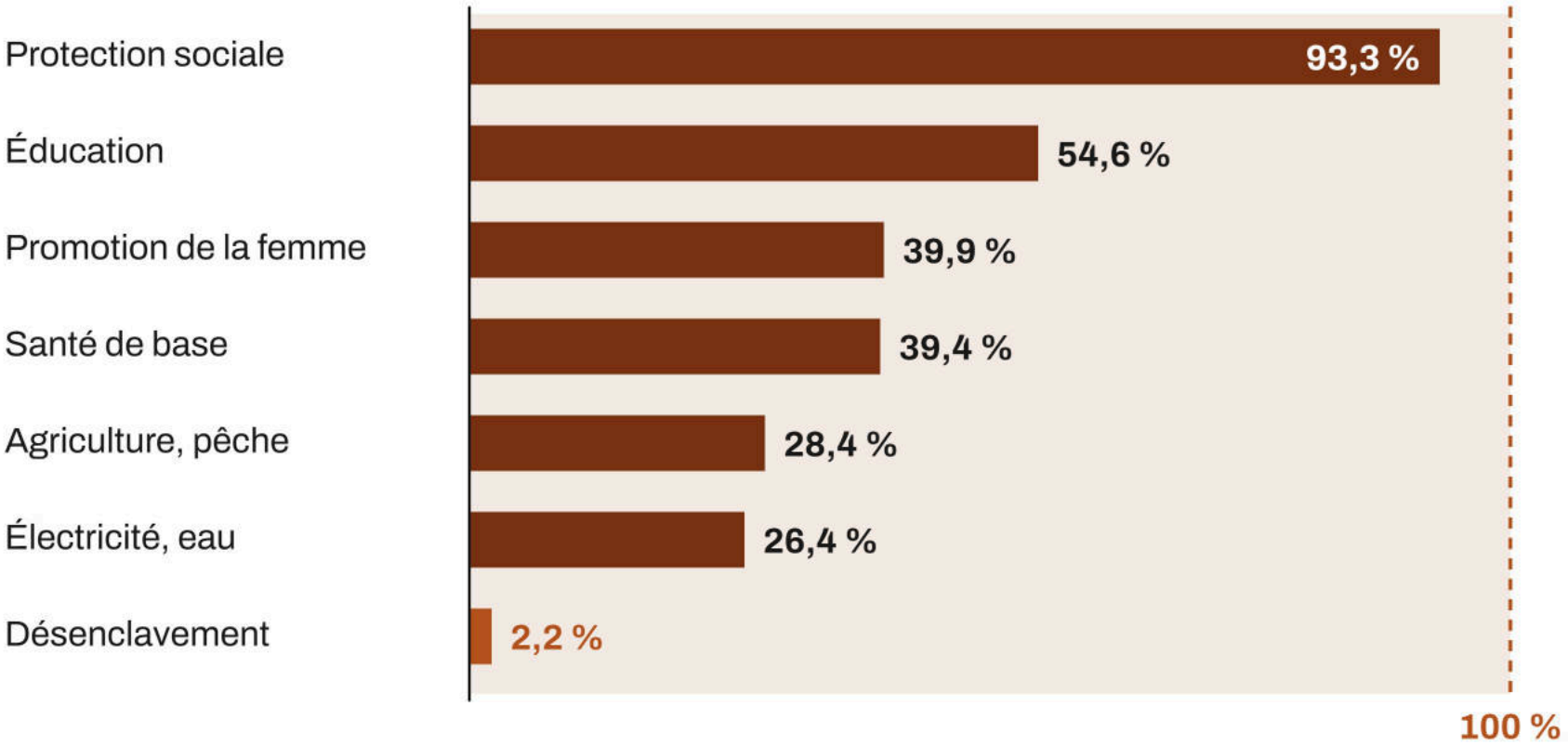
Sources : TV5 Monde, repris par l'Ifri (21/07/2026) ; Jeune Afrique (11/08/2026) ; Rapport d'exécution du budget 2025, annexe 4

DÉPENSES SOCIALES

Le social, variable d'ajustement

248,5 milliards exécutés sur 572,5 prévus (43,4 %), contre 313,2 milliards en 2024. Hors protection sociale, aucun secteur n'atteint 55 %.

Taux d'exécution des dépenses sociales par secteur, 2025



Lignes restées à zéro ou presque

Hôpitaux : 0 sur 35,3 Md

Infrastructures universitaires : 0 sur 11,5 Md

Cantines scolaires : 0 sur 2,8 Md

Routes et ponts : 1,2 sur 46,0 Md (2,6 %)

« Eau pour tous » : 5,5 %

Dépassement des biens et services

357,4 Md

≈ tout le social non exécuté

324,0 Md

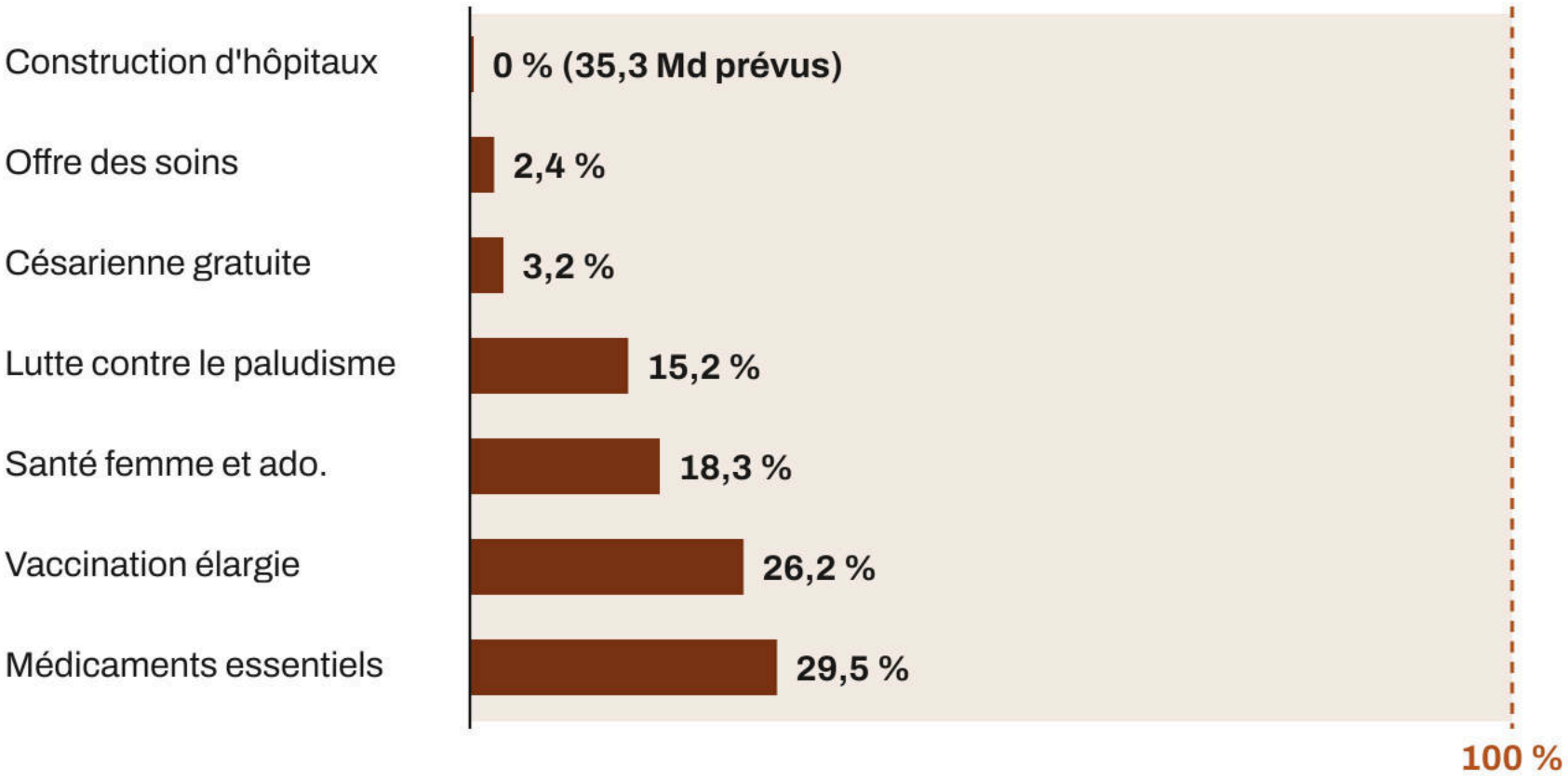
Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, § 1.4 et annexe 6.

SANTÉ PUBLIQUE

Ce que coûte un budget à l'envers : des vies

Les dépenses sociales n'ont été exécutées qu'à 43,4 %. En santé, ce sont les programmes qui préviennent les décès des mères et des enfants qui ont été les plus coupés.

Taux d'exécution des programmes de santé, 2025



≈ 304

décès maternels pour 100 000 naissances (OMS, 2023). Objectif national 2026 : 230.

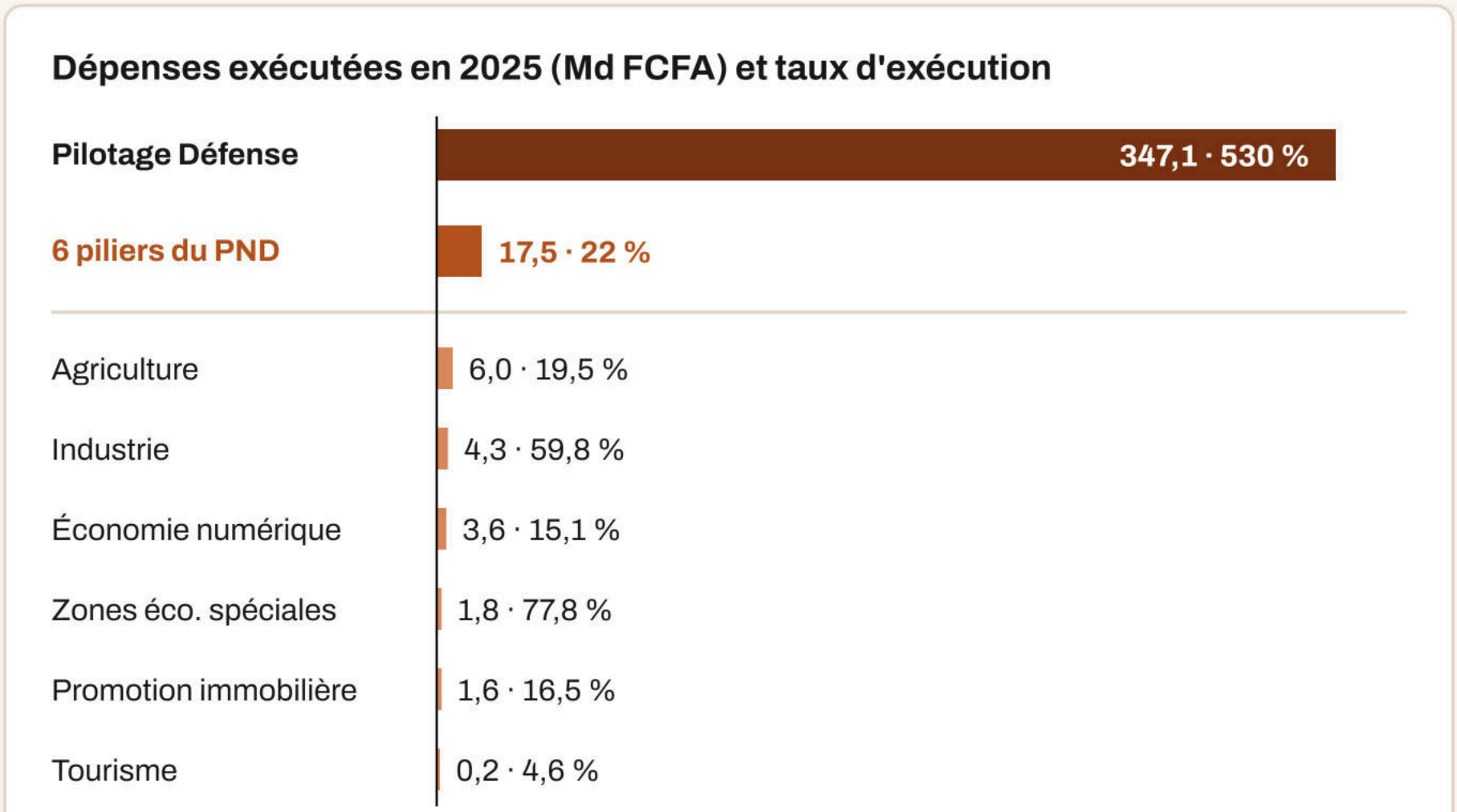
Hémorragies, éclampsie, infections et retards d'évacuation tuent les mères. Césarienne, hôpitaux de référence et médicaments en sont les remèdes : ce sont eux qui ont été coupés. À ce rythme, les cibles 2026 de mortalité néonatale (17 ‰) et infanto-juvénile (41 ‰) s'éloignent.

Sources : Rapport d'exécution du budget 2025, annexes 4 et 6 ; OMS, Plan SRMNIA 2022-2026 ; Africa24 (19/05/2026), données OMS 2023.

PND 2022-2026

Le PND sacrifié sur l'autel du pilotage

Le Plan national de développement repose sur six piliers : agriculture, industrie, zones économiques spéciales, tourisme, économie numérique et promotion immobilière. En 2025, les ministères qui les portent ont exécuté 17,5 milliards à eux six. Vingt fois moins que le seul pilotage de la Défense.



Le PND a été voté pour un coût annuel moyen de **1 797,6 Md**. L'État n'y a consacré que 1 % par ses ministères pilotes.

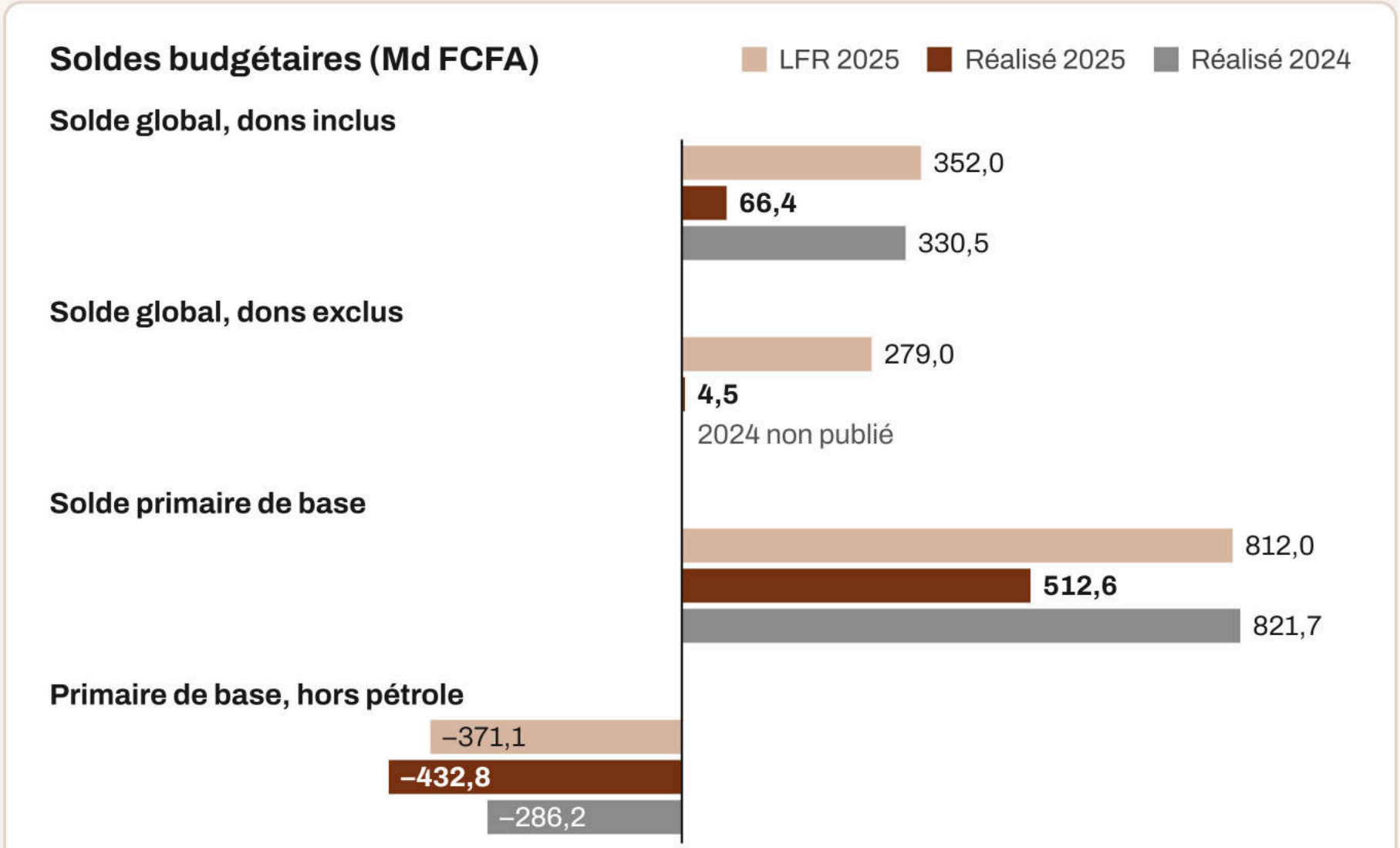
L'investissement sur ressources propres chute à **80,7 Md** (37,5 %), deux fois moins qu'en 2024.

Sources : Rapport d'exécution du budget 2025, annexe 4 (hors personnel ; tourisme = programme 133, immobilier = ministère de la Construction) ; ministère du Plan, PND 2022-2026 (janvier 2022).

SOLDES

Sans le pétrole, un trou qui s'élargit

Hors pétrole, le déficit primaire de base atteint –432,8 milliards, contre –286,2 en 2024 et –371,1 prévus. L'État non pétrolier est plus déséquilibré qu'avant.



Sans les dons, l'excédent tombe à **4,5 Md** : 1,6 % de l'objectif.

Le solde primaire de base recule de **37,6 %** en un an (512,6 contre 821,7 Md).

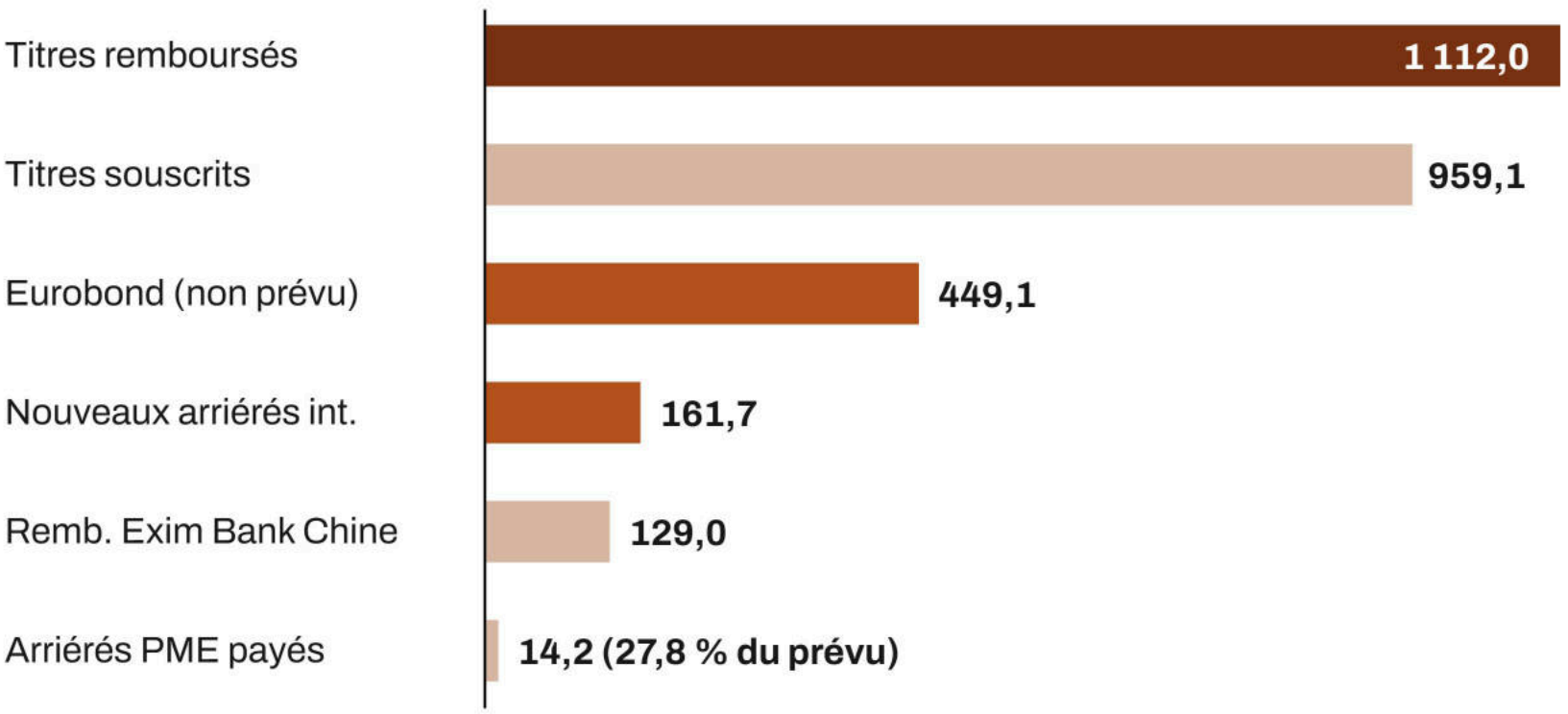
Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, § 2 et annexe 7.

DETTE

Boucler l'année à crédit

L'équilibre de trésorerie n'a tenu que grâce à un Eurobond non prévu et à de nouveaux impayés. Le rapport l'écrit lui-même : l'excédent de 51,3 milliards « résulte » de l'accumulation d'arriérés.

Opérations de financement 2025 (Md FCFA)



Sur le marché régional, le Trésor a remboursé **152,9 Md** de plus qu'il n'a levé. L'emprunt obligataire prévu (85 Md) n'a pas eu lieu.

Les intérêts de la dette intérieure (**231,4 Md**) égalent 93 % de toutes les dépenses sociales exécutées.

Le tableau de financement mentionne **117,8 Md** d'arriérés extérieurs accumulés ; l'annexe des soldes affiche zéro. Une incohérence à expliquer.

Dette intérieure remboursée à **55,2 %** (85,6 Md sur 155) ; financement extérieur net de +286,5 Md au lieu de –304 prévus.

Source : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025, § 3 et tableau 5 ; annexe 7.

LECTURE STRATÉGIQUE

Six signaux à surveiller

1. Un budget voté, puis ignoré

Une rubrique à 270 %, un programme à 530 % : l'autorisation parlementaire devient indicative. Même la loi rectificative a été dépassée.

2. La rigueur pour le social seul

L'investissement social sur ressources propres n'est exécuté qu'à 12,9 %. Le fonctionnement, lui, n'a connu aucune limite.

3. Une défense incohérente

76 francs de pilotage pour 1 franc d'équipement. La présence d'Africa Corps auprès de la DGSP n'apparaît nulle part dans le budget.

4. Un PND sans budget

Les six piliers reçoivent 17,5 Md, soit 1 % du coût annuel prévu. La diversification reste un discours.

5. Une dette reportée

Eurobond de 449,1 Md, 161,7 Md d'arriérés : la charge glisse vers 2026. Les intérêts intérieurs pèsent déjà 93 % du social exécuté.

6. Une transparence de façade

Publier le rapport est un acquis. Mais les lignes les plus dynamiques restent opaques et le document contient des incohérences chiffrées.

Chaque milliard dépensé sans autorisation dans le pilotage est un milliard qui manque aux maternités, aux écoles et aux zones économiques promises par le PND.

Analyse du Prisme d'après le Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025.

NOS PISTES DE SOLUTIONS

Remettre le budget à l'endroit

1. **Plafonner les dépassements.** Tout écart de plus de 20 % sur une rubrique déclenche une loi rectificative ou un rapport motivé au Parlement.
2. **Ouvrir le « pilotage ».** La loi de règlement 2025 ventile les 347,1 Md de la Défense, et le pilotage de l'Intérieur et des Hydrocarbures, par nature et bénéficiaire.
3. **Publier les accords avec la Russie.** Montant, ligne budgétaire et contrepartie de la coopération avec Africa Corps ; audit de la DGSP par la Cour des comptes.
4. **Équiper l'armée, pas l'administration.** Garantir l'exécution des programmes de défense du territoire et d'équipement.
5. **Sanctuariser la santé des mères et des enfants.** Césarienne, hôpitaux de référence, vaccination et paludisme exécutés à 90 % minimum.
6. **Garantir un socle social.** Hôpitaux, cantines, eau potable et désenclavement avec un taux d'exécution plancher, suivi chaque trimestre.
7. **Aligner le budget sur le PND.** Un plancher d'exécution pour les six piliers, publié avec chaque rapport trimestriel.
8. **Évaluer les 699 Md d'exonérations,** convention par convention, en commençant par le secteur pétrolier.
9. **Apurer les arriérés, clarifier l'Eurobond.** Un calendrier pour les 161,7 Md, PME en priorité ; la part des 449,1 Md qui a refinancé la dette et celle qui a financé la dépense courante.

PERSPECTIVES 2026

Tout dépendra du prix du brut et de la maîtrise du fonctionnement. Sans correction sur le second point, le premier ne suffira pas.

ENCADRÉ

2025 en dix chiffres

Solde global (dons inclus)	**66,4 Md · 18,9 % de l'objectif**
Recul des recettes pétrolières	**–158,4 Md · –13,3 %**
Exonérations fiscales accordées	**699,0 Md**
Exécution des biens et services	**270,2 % de la LFR**
« Pilotage » de la Défense	**347,1 Md · 530 %**
Équipement militaire	**4,6 Md · 33,4 %**
Six piliers du PND	**17,5 Md · 22 %**
Dépenses sociales	**43,4 % exécutées**
Eurobond mobilisé	**449,1 Md**
Arriérés intérieurs nets accumulés	**161,7 Md**

Sources

Ministère des Finances, Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025 (mars 2026).

Ministère du Plan, PND 2022-2026 (janvier 2022).

TV5 Monde, repris par l'Ifri (21 juillet 2026) ; Jeune Afrique (11 août 2026).

OMS, Plan SRMNIA 2022-2026 ; Africa24 (19 mai 2026), données OMS 2023.

Montants en milliards de FCFA courants ; LFR = loi de finances rectificative 2025.

PARUTION TOUS LES SAMEDIS

Parti Républicain pour l'Innovation Sociale et la Modernisation de l'État

revue-strategique@prisme-cg.org